

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1961 Nr. 61

---

---

A. TITEL

*Overeenkomst tot instelling van een voorbereidende commissie  
ter bestudering van de mogelijkheid van Europese samenwerking  
op het gebied van het ruimteonderzoek, met bijlage;  
Meyrin, 1 december 1960*

B. TEKST**Accord instituant une Commission préparatoire pour l'étude des possibilités d'une collaboration européenne dans le domaine des recherches spatiales**

Les Gouvernements des Etats suivants: République fédérale d'Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse,

Désireux d'étudier les possibilités de coopération européenne en matière de recherche dans le domaine de la science et de la technique spatiales, et de mettre en commun les connaissances qui s'y rapportent,

Conviennent de ce qui suit:

**Article 1**

Il est institué une Commission préparatoire chargée d'étudier les possibilités de créer une Organisation européenne de collaboration dans le domaine des recherches spatiales.

**Article 2**

Sont membres de la Commission les Etats parties au présent Accord.

La Commission pourra, par une décision prise à l'unanimité, admettre en qualité de membres les autres Etats européens qui en auront manifesté le désir.

Elle pourra, en outre, à l'unanimité, inviter d'autres Etats à s'associer à ses travaux. Les conditions et les modalités d'une telle association seront définies par la Commission dans chaque cas selon les circonstances.

**Article 3**

Chaque Etat Membre est représenté à la Commission par deux délégués qui peuvent être assistés de conseillers.

Chaque Etat Membre dispose d'une seule voix.

**Article 4**

En vue de la convocation d'une Conférence intergouvernementale, la Commission devra élaborer et soumettre aux Etats Membres:

a) un projet d'ordre du jour de ladite Conférence ainsi que des suggestions concernant le lieu et la date de sa convocation;

b) un projet de Convention pour la création d'une Organisation européenne de recherches spatiales;

**Agreement setting up a Preparatory Commission to study the possibilities of European collaboration in the field of space research**

The Governments of Belgium, Denmark, France, the Federal Republic of Germany, Italy, the Netherlands, Norway, Spain, Sweden, Switzerland, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland,

Interested in studying the possibilities of European collaboration in research in space science and space technology and in the pooling of the knowledge thereof,

Have agreed as follows:

Article 1

A Preparatory Commission shall be set up to investigate the possibilities of establishing a European Organisation for collaboration in space research.

Article 2

The Members of the Commission are the States which are parties to the present Agreement.

The Commission may, by a unanimous decision, admit other European States wishing to become Members.

The Commission may also by a unanimous decision invite other States to associate themselves with its work. The conditions and the form of such association shall be determined by the Commission according to the circumstances of each case.

Article 3

Each Member State shall be represented on the Commission by two delegates who may be assisted by advisers.

Each Member State shall have one vote.

Article 4

With a view to the convening of an intergovernmental Conference, the Commission shall prepare and submit to Member States:

*a)* a draft agenda for the said Conference together with proposals concerning the place and the date of its meeting;

*b)* a draft convention for the establishment of a European Organisation for space research;

- c) un projet de programme scientifique et technique;
- d) un projet de budget pour le capital et les dépenses courantes de l'Organisation durant les trois premières années de son activité;
- e) un projet concernant les règles relatives à la fixation des contributions;
- f) des projets de règlement financier et de statut du personnel;
- g) des projets d'accords avec d'autres organisations pouvant être intéressées par la coopération en matière de recherches spatiales.

Les projets ci-dessus devront être soumis aux Gouvernements des Etats Membres deux mois au moins avant la date envisagée pour la convocation de la Conférence.

En outre, la Commission devra favoriser les discussions et les échanges d'informations scientifiques entre ses membres.

#### Article 5

a) Le Gouvernement de la République française convoquera la première réunion de la Commission préparatoire à Paris dans les 30 jours suivant l'entrée en vigueur du présent Accord;

b) La Commission élit un bureau composé d'un président et de deux vice-présidents. Le bureau, assisté par un secrétaire exécutif, exercera entre les sessions de la Commission tous pouvoirs que celle-ci lui aura spécifiquement délégués;

c) La fréquence des sessions sera déterminée par la Commission. Des sessions extraordinaires pourront être convoquées sur décision du bureau ou à la demande de la majorité simple des Etats Membres de la Commission;

d) La Commission statue à la majorité simple des voix des membres présents et votants pour les questions de procédure et à la majorité des trois-quarts pour toutes les autres questions, sauf en ce qui concerne l'admission de nouveaux membres, pour laquelle l'unanimité des Etats Membres est requise;

la majorité des Etats Membres constitue le quorum;

e) La Commission peut créer les groupes d'étude et les groupes de travail qui lui paraissent nécessaires.

#### Article 6

La Commission fixera son siège lors de sa première réunion.

#### Article 7

a) Le secrétaire exécutif, nommé par la Commission, est chargé de l'exécution des travaux techniques et des décisions qu'elle lui confiera;

- c) a draft scientific and technical programme;
- d) a draft budget for the capital and running expenses of the Organisation during the first three years of its existence;
- e) draft rules regulating the calculation of contributions;
- f) draft rules of financial procedure and draft staff regulations;
- g) draft agreements with other organisations interested in co-operation in the field of space research.

The draft documents mentioned above shall be submitted to the Governments of Member States at least two months before the date contemplated for the meeting of the Conference.

Furthermore the Commission shall encourage discussions and the exchange of scientific information among Members.

#### Article 5

a) The Government of the French Republic shall convene the first meeting of the Preparatory Commission in Paris within 30 days following the date of the entry into force of the present Agreement;

b) the Commission shall elect a bureau composed of a President and two Vice-Presidents. The bureau, with the assistance of an Executive Secretary, shall exercise between the sessions of the Commission all powers specifically delegated to it by the Commission;

c) the frequency of the sessions shall be determined by the Commission. Extraordinary sessions may be convened by a decision of the bureau or at the request of a simple majority of Member States;

d) the Commission shall decide questions of procedure by a simple majority of the votes of Members present and voting and other questions by a three-quarters majority, with the exception of the question of the admission of new Members, for which the unanimous vote of Member States shall be required;

the majority of Member States shall constitute a quorum;

e) the Commission may establish such Working Groups and Study Groups as it deems necessary.

#### Article 6

The Commission shall determine its seat at its first session.

#### Article 7

a) The Executive Secretary, appointed by the Commission, shall have the task of carrying out the technical work and the decisions which it entrusts to him;

b) un secrétariat, relevant de l'autorité du secrétaire exécutif sera établi par la Commission.

#### Article 8

a) Les frais administratifs de la Commission sont couverts par les contributions des Etats Membres conformément à un barème établi sur la base de la moyenne du revenu national net, au coût des facteurs de chaque Etat Membre pendant les trois plus récentes années pour lesquelles il existe des statistiques. Toutefois, aucun Etat Membre ne sera tenu de payer des contributions dépassant 25 % du montant total des contributions fixées dans l'Annexe du présent accord;

b) La Commission établit son budget;

c) La Commission devra établir un système de vérification des comptes permettant un contrôle effectif de ses dépenses;

d) Si, lors de la conclusion de ses travaux, ses ressources n'ont pas été entièrement dépensées ou engagées la Commission décidera de l'affectation du solde.

#### Article 9

Le présent Accord sera ouvert à la signature à Meyrin le 1er décembre 1960 et, après cette date, à Berne.

#### Article 10

Les Etats signataires du présent Accord deviennent parties à celui-ci soit en le signant, soit en le ratifiant s'il a été signé sous réserve de ratification.

Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la Confédération suisse.

Le présent Accord entrera en vigueur lorsque six Etats l'auront soit signé sans réserve de ratification, soit ratifié après l'avoir signé sous réserve de ratification, à condition que leurs contributions additionnées atteignent au moins 70 % du total des contributions prévues à l'article 8, lettre a) et à l'Annexe au présent Accord.

A l'égard de chaque Etat déposant son instrument de ratification après l'entrée en vigueur telle qu'elle a été fixée à l'alinéa précédent, le présent Accord entrera en vigueur le jour du dépôt de son instrument de ratification.

#### Article 11

L'admission conformément à l'article 2, alinéa 2, d'un nouveau membre ne deviendra effective qu'à la date du dépôt de son instrument d'acceptation.

b) a Secretariat shall be established by the Commission and shall be responsible to the Executive Secretary.

#### Article 8

a) The administrative expenses of the Commission shall be met by the contributions of the Member States in accordance with a scale which shall be based on the average net national income at factor cost of each Member State for the three latest preceding years for which statistics are available, except that no Member State shall be required to pay contributions in excess of twenty-five percent of the total amount of the contributions as set forth in the Annex to the present Agreement;

b) the Commission shall determine its budget;

c) the Commission shall adopt a system of audited accounts providing effective control of its expenditure;

d) if at the termination of its work the resources of the Commission have not been entirely spent or committed, it shall decide what will be done with the remainder.

#### Article 9

The present Agreement shall be open for signature at Meyrin on December 1, 1960, and thereafter at Berne.

#### Article 10

Each State signing the present Agreement shall become a party to it either on signature or else by ratification if its signature was made subject to a reservation as to ratification.

Instruments of ratification shall be deposited with the Government of the Swiss Confederation.

The present Agreement shall enter into force on the date on which six Member States, the aggregate of whose contributions amounts to at least 70 % of the total of the contributions provided for in Article 8 (a) and set forth in the Annex to the present Agreement, shall have either signed it without a reservation as to ratification or else ratified it after having signed it subject to such a reservation.

The present Agreement shall enter into force in respect of each State which deposits an instrument of ratification after the entry into force of the Agreement as provided in the preceding paragraph on the date of the deposit of its instrument of ratification.

#### Article 11

The admission of a new Member in accordance with the second paragraph of Article 2 shall take effect on the date of the deposit of its instrument of acceptance.

## Article 12

Le Gouvernement de la Confédération suisse notifiera aux Etats intéressés l'entrée en vigueur du présent Accord ainsi que les dépôts d'instruments de ratification et d'acceptation.

## Article 13

Le présent Accord demeure en vigueur pendant un an, étant cependant entendu qu'il cessera ses effets dès que la Convention mentionnée à l'article 4, lettre b), sera entrée en vigueur.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cette fin, ont signé le présent Accord.

FAIT à Meyrin, le 1er décembre 1960, en un seul exemplaire, dans les langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

L'exemplaire original sera déposé auprès du Gouvernement de la Confédération suisse qui en enverra des copies certifiées conformes aux Etats signataires, ainsi qu'à la Commission.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:  
For the Federal Republic of Germany:

1)

Pour le Royaume de Belgique:  
For the Kingdom of Belgium:

E. LOTZ

Pour le Royaume de Danemark:  
For the Kingdom of Denmark:

*sous réserve de l'approbation  
définitive des autorités compétentes* 2)

OTTO OBLING

Pour l'Espagne:  
For Spain:

*sous réserve de ratification*

J. M. ANIEL-QUIROGA  
LUIS DE AZCARRAGA

Pour la République Française:  
For the French Republic:

*sous réserve d'acceptation*

P. AUGER

1) Voor de Bondsrepubliek Duitsland is de Overeenkomst ondertekend op 27 februari 1961.

2) Dit voorbehoud is 23 maart 1961 door de Deense Regering ingetrokken.



## Article 12

The Government of the Swiss Confederation shall notify States concerned of the entry into force of the Agreement and of the deposit of instruments of ratification and acceptance.

## Article 13

The present Agreement shall continue in force for one year, it being understood that it shall in any event terminate on the entry into force of the convention referred to in Article 4 (b).

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned representatives, duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement.

DONE at Meyrin this first day of December 1960, in a single original, in the French and English languages, both texts being equally authoritative.

The original shall be deposited with the Government of the Swiss Confederation which shall send certified copies to signatory States and to the Commission.

Pour l'Italie:

For Italy:

*sous réserve de ratification*

G. B. TOFFOLO

Pour le Royaume de Norvège:

For the Kingdom of Norway:

SVEIN ROSSELAND

Pour le Royaume des Pays-Bas:

For the Kingdom of the Netherlands:

H. C. VAN DE HULST

Pour le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

R. N. QUIRK

Pour le Royaume de Suède:

For the Kingdom of Sweden:

L. HULTHEN

Pour la Confédération suisse:

For the Confederation of Switzerland:

*sous réserve d'approbation parlementaire*

M. GOLAY

**Annexe concernant les contributions des Etats membres  
de la Commission préparatoire**

Pays	Revenu national (millions \$)	Contributions	
		Pourcentage	Montant N.F.
Belgique .....	8'053	4,19	39'200
Danemark .....	3'865	2,01	18'800
Espagne .....	8'330	4,34	40'600
France .....	41'165	21,44	200'500
Italie .....	19'571	10,19	95'300
Norvège .....	3'120	1,63	15'200
Pays-Bas .....	7'459	3,88	36'300
République fédérale allemande .....	37'865	19,72	184'400
Royaume-Uni .....	48'820	25,00	233'700
Suède .....	8'200	4,27	39'900
Suisse .....	6'390	3,33	31'100
Total .....	192'838	100,00	935'000

**Annex concerning the contributions of the Member States  
of the Preparatory Commission**

Country	National Income (million US \$)	Contributions	
		Percentage	Amounts N.F.
Belgium .....	8'053	4.19	39'200
Denmark .....	3'865	2.01	18'800
France .....	41'165	21.44	200'500
German Federal Republic .....	37'865	19.72	184'400
Italy .....	19'571	10.19	95'300
Netherlands .....	7'459	3.88	36'300
Norway .....	3'120	1.63	15'200
Spain .....	8'330	4.34	40'600
Sweden .....	8'200	4.27	39'900
Switzerland .....	6'390	3.33	31'100
United Kingdom .....	48'820	25.00	233'700
<b>Total .....</b>	<b>192'838</b>	<b>100.00</b>	<b>935'000</b>

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel 10, lid 2, is de Overeenkomst op 27 januari 1961 door de Regering van de Franse Republiek aanvaard en op 24 februari 1961 door de Zwitserse Bondsraad bekrachtigd.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen der Overeenkomst zijn ingevolge artikel 10, lid 3, op 27 februari 1961 in werking getreden voor Nederland, België, de Bondsrepubliek Duitsland, Frankrijk, Groot-Brittannië en Noord-Ierland, Noorwegen, Zweden en Zwitserland en op 23 maart 1961 voor Denemarken.

Uitgegeven de *zevende* juni 1961.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*  
J. LUNS.